

The Kennesaw Tower Undergraduate Foreign Language Research Journal

Volume 1

Article 1

12-1-2008

Le Rôle de la France dans la poudrière caucasienne

Kathleen Beckett

Georgia Institute of Technology

Elizabeth Fairchild

Georgia Institute of Technology

Peter Hylton

Georgia Institute of Technology

Henri Korhonen

Georgia Institute of Technology

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.kennesaw.edu/kennesawtower>

Recommended Citation

Beckett, Kathleen; Fairchild, Elizabeth; Hylton, Peter; and Korhonen, Henri (2008) "Le Rôle de la France dans la poudrière caucasienne," *The Kennesaw Tower Undergraduate Foreign Language Research Journal*: Vol. 1 , Article 1.

DOI: 10.32727/13.2018.1

Available at: <https://digitalcommons.kennesaw.edu/kennesawtower/vol1/iss1/1>

This Article is brought to you for free and open access by DigitalCommons@Kennesaw State University. It has been accepted for inclusion in The Kennesaw Tower Undergraduate Foreign Language Research Journal by an authorized editor of DigitalCommons@Kennesaw State University. For more information, please contact digitalcommons@kennesaw.edu.

Le Rôle de la France dans la poudrière caucasienne

Kathleen Beckett, Elizabeth Fairchild, Peter Hylton, Henri Korhonen, Philip Lengel et Kevin Short, Georgia Institute of Technology

Le conflit entre la Russie et la Géorgie pose de sérieuses difficultés aux responsables politiques français qui doivent décider de la meilleure position à prendre pour avancer les intérêts français et européens. L'occupation russe d'une partie du territoire géorgien et sa reconnaissance de l'indépendance des deux provinces séparatistes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, reflètent une longue histoire qui comprend la Guerre froide et des développements plus récents. Cet essai examinera la place de la France dans le conflit géorgien selon trois axes : l'énergie, l'économie et la balance du pouvoir. La discussion sur l'énergie se concentrera sur la dépendance énergétique de l'Union européenne, et alors la crise économique et l'interdépendance seront abordées dans la section sur l'économie. Enfin, la balance du pouvoir sera traitée par l'analyse de la force militaire et des positions stratégiques françaises et russes. En fonction des résultats de l'analyse, nous espérons tirer des conclusions sur la position française à prendre, et pour terminer l'essai évoquera les actions concrètes du président Sarkozy pour résoudre la crise des relations entre l'Occident et la Russie, et dans le contexte européen et dans le contexte atlantique. Il montrera que la stratégie du président français est la mieux adaptée pour résoudre le conflit en protégeant les intérêts dont il est redevable.

La région caucasienne peut légitimement être qualifiée de poudrière en raison des nombreux conflits qui ont éclaté entre ses différents peuples, dont les Géorgiens, les Azéris, les Arméniens, les Turcs et les Russes. Pendant la Guerre froide, tous ces peuples étaient réunis au sein de l'Union soviétique, mais depuis son effondrement les raisons des conflits ont été des plus diverses. Pourtant, il est clair que la découverte de quantités importantes de pétrole et de gaz dans la région a rehaussé l'importance de l'énergie dans les esprits des responsables politiques régionaux. L'énergie ne revêt pas seulement la forme de richesse commerciale, quoique son exploitation contribue au développement économique d'un pays. L'énergie est devenue stratégique, permettant aux pays qui la contrôlent d'exercer un pouvoir important. En

l'occurrence, une grande partie de l'approvisionnement européen en énergie passe aujourd'hui par la Russie, et la dépendance européenne dote la Russie d'une arme importante : la menace de serrer la vis. Toutefois, il existe un oléoduc qui échappe au contrôle russe, l'oléoduc de Baku-Tiblissi-Ceyran (BTC), qui symbolise le rôle que joue la Géorgie dans la géopolitique moderne. Le pétrole arrive au bord de la mer Méditerranéenne, où il est ensuite transporté vers l'Europe. 25% du pétrole consommé en Europe provient de cet oléoduc, et il est estimé que 54% des besoins gaziers de l'Europe seront fournis dans un avenir proche par des régions sous contrôle russe. L'emplacement des oléoducs est une raison importante pour l'occupation russe de sol géorgien, car si elle peut en prendre le contrôle, l'indépendance européenne se trouve du coup diminuée. Il est également vrai que la Russie tente d'affermir sa mainmise sur les ressources énergétiques importantes près de la mer Caspienne. D'après le président géorgien Mikhaïl Saakachvili, elle aurait même l'intention de prendre le contrôle de la région caspienne entière d'ici 2013. Il a peut-être pourquoi s'inquiéter car le BTC est situé à seulement une soixantaine de kilomètres de la zone des combats déroulés en août entre les forces russes et géorgiennes, et en 2006 il a accusé la Russie d'être responsable de l'explosion d'un gazoduc géorgien qui a arrêté son fonctionnement pendant une semaine. D'ailleurs, ce n'est pas le seul leader régional à s'être inquiété de la domination russe. En fait, le 15 novembre 2008 des représentants des pays riverains de la Caspienne se sont retrouvés avec des représentants de l'Union européenne, des Etats-Unis et d'autres pays concernés pour discuter de l'avenir des ressources énergétiques caspiennes. Certains de ces pays producteurs veulent vendre leur énergie directement à l'Europe en contournant la Russie. Citons à titre d'exemple le projet Nabucco, un gazoduc proposé entre la Turquie et l'Autriche pour relier l'Europe plus directement à l'énergie caspienne. Pourtant, sa construction a pris du retard à cause de problèmes de financement, et la Russie a émis ses doutes quant à la viabilité d'un tel projet compte tenu de la quantité relativement faible des gisements gaziers azéris. En outre, la Russie ne reste pas les bras croisés ; elle a déjà offert à l'Azerbaïdjan—le seul pays gazier régional important à déjà contourner la Russie—de lui acheter la totalité de sa production future au prix du marché. A l'Azerbaïdjan maintenant de trancher. Ce qui est clair, c'est que chacun reconnaît la valeur stratégique de l'énergie, et que la Russie agit pour garantir sa capacité à utiliser cette arme.

Bien que la France dépende moins de l'énergie russe que d'autres pays européens, le président Sarkozy doit réfléchir à la question de la dépendance énergétique, car toute l'Union européenne est interdépendante ; la sécurité de la France dépend de celle de ses voisins. La France a intérêt à réagir de manière à accroître l'indépendance énergétique européenne, mais ce ne sera pas facile. Le territoire russe contient beaucoup de sources d'énergie, et pour atteindre ses buts, la France doit compter sur une volonté politique européenne unifiée encore chancelante. Par exemple, on peut constater que certains pays, comme l'Allemagne, l'Italie et la Belgique, ont affiché leur volonté de poursuivre des projets énergétiques avec la Russie. L'Allemagne soutient la construction d'un

gazoduc pour traverser la mer Baltique et la relier directement à la Russie, alors que l'Italie espère accueillir un gazoduc russe qui passerait par la Grèce et la Bulgarie. Il est clair alors que la France doit affermir l'unité politique européenne avant de passer à une stratégie pour atteindre l'indépendance énergétique.

La crise économique a changé la situation ; beaucoup d'économies européennes sont au bord de la récession, mais la lueur d'optimisme pour la France, c'est que la crise a provoqué une baisse des prix de l'énergie. A en croire à une prédiction faite par le CGES (Center for Global Energy Studies) en Grande-Bretagne, la demande mondiale de pétrole pourrait se contracter en 2008 pour la première fois depuis un quart de siècle en raison de la récession mondiale. Le même centre prévoit que les prix futurs dépendront de la capacité concrète des pays producteurs à réduire leur production. Quelle que soit la réaction de la part de la Russie et de l'Opep, le cours international du pétrole a déjà fondu, provoquant la chute des réserves de change utilisées pour soutenir le rouble russe. Les effets de cette baisse ont été tellement intenses que le président russe Dmitri Medvedev s'est vu obligé de mettre en place des mesures de stabilisation et de protectionnisme, dont une baisse des taxes à l'exportation et une baisse de la production de pétrole. L'économie russe est particulièrement sensible à l'évolution du cours international de pétrole car son renouveau économique récent est basé là-dessus ; sans un prix de pétrole élevé, le redressement économique russe n'aurait pas été aussi impressionnant. Le gaz souffre aussi d'un sort similaire à celui du pétrole, ce qui annonce des jours sombres pour la Russie, qui est en tête des pays producteurs avec un tiers des réserves mondiales de gaz. En novembre, le PDG du géant de gaz russe Gazprom a annoncé une baisse des prix du gaz destiné à l'Europe à partir de 2009. La Russie reconnaît que la réduction des prix de gaz affaiblira probablement son économie, et pour cette raison elle cherche à élaborer une stratégie commune avec les autres pays gaziers pour réduire la production, voire à donner naissance à une Opep du gaz. En décembre 2008, les ministres des pays membres du Forum des pays exportateurs de gaz se réuniront à Moscou dans cet espoir, ce qui inquiète les dirigeants européens à cause de leur dépendance énergétique. Mais jusqu'à présent, aucune stratégie commune n'a vu le jour, et pour l'instant au moins la réduction des cours de pétrole et de gaz a eu pour effet de réduire la puissance économique russe et de fortifier la position de l'Europe. L'interdépendance économique franco-russe est une deuxième force économique ayant un impact sur la situation. Il est clair que—si l'économie européenne est liée à la Russie—l'inverse est aussi vrai. La Russie n'importe pas seulement de la technologie européenne, mais son économie se nourrit des exportations énergétiques vers l'Europe. Alors, l'Europe dispose aussi d'armes économiques qu'elle pourra utiliser pour défendre ses intérêts. Hormis l'effondrement du prix de l'énergie qui a causé des dégâts importants à l'économie russe, les bourses mondiales sont aussi interdépendantes ; la chute des bourses occidentales a provoqué la perte des trois quarts de la valeur de la bourse de Moscou, ce qui donne de la matière à réfléchir aux dirigeants russes sur l'interdépendance économique. Les enjeux de l'interdépendance dépassent

le simple domaine de l'énergie, et la réaction à la crise aura également un impact politique, car les responsables vont faire évoluer leur politique extérieure pour prendre en compte les changements économiques.

La balance du pouvoir est une autre considération majeure dans la prise de position par la France. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'influence russe dans le Caucase est en baisse constante. La révolution des Roses en 2003 a porté le président pro-occidental Mikhaïl Saakachvili au pouvoir en Géorgie, et depuis lors cette ancienne république soviétique s'est considérablement éloignée de la Russie pour se rapprocher de l'Occident. Au sommet de Bucarest en avril 2008, l'OTAN—dont la France est membre—a promis à la Géorgie qu'elle pourrait éventuellement y accéder. La reconnaissance russe de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie ainsi que l'occupation d'une partie de la Géorgie permet à la Russie de réaffirmer sa force dans sa zone d'influence. Elles lui permettront aussi de tenter de stopper sa perte d'influence dans presque toutes les anciennes républiques soviétiques. Le Kosovo est un autre facteur important, car la Russie n'a jamais accepté de voir naître un Kosovo indépendant, et elle s'est déclarée solidaire avec la Serbie. Indéniablement, la Russie se voit depuis longtemps en défenseur des intérêts d'autres pays slaves et orthodoxes tels que la Serbie. Par contre, la France a été parmi les premiers pays à reconnaître l'indépendance du Kosovo. Néanmoins, l'impuissance de la Russie à stopper l'indépendance était manifeste, et le conflit en Géorgie présente à la Russie l'occasion de représailles. En Ossétie du Sud et en Abkhazie, la Russie peut librement mener à mal les intérêts occidentaux comme l'Occident l'a fait contre la Russie au Kosovo, et la Russie invoque avec ironie le précédent du Kosovo en guise de justification de sa reconnaissance des deux provinces. La force militaire constitue le deuxième volet de la balance du pouvoir. Alors, tournons-nous-y brièvement afin de comprendre son rôle dans le conflit. La Russie craint un encerclement occidental, ce qu'elle essaie d'empêcher en affaiblissant la Géorgie. Les forces militaires russes sont puissantes, alors que l'Europe n'a pas d'armée unifiée et qu'elle dépend historiquement des forces militaires américaines pour son sécurité. Or, les États-Unis étant enchevêtrés en Irak et en Afghanistan, la Russie dispose d'une force militaire dominante en Europe. Quand bien même elle ne s'en sert pas, l'armée russe accroît la pression diplomatique sur les leaders européens.

La réaction de l'Union européenne au conflit est d'autant plus importante que l'Union européenne est en train de remplacer l'OTAN comme interlocuteur européen principal de la Russie. Cette montée en importance est largement due au blocage des négociations sur le Pacte de sécurité paneuropéen par l'OTAN après le début du conflit en Géorgie afin de faire pression sur les leaders russes. Au lieu de céder à la pression, le président russe Dmitri Medvedev a préféré écarter l'OTAN pour la remplacer par l'Union européenne dans ces négociations. Etant donné que la France occupe la présidence tournante de l'Union européenne jusqu'en décembre 2008, le président français a un rôle influent à jouer dans les relations russo-européennes s'il est capable de

rassembler les autres leaders autour de sa position.

Depuis le début du conflit, Nicolas Sarkozy a affiché sa volonté d'utiliser le dialogue pour parvenir à une résolution de la crise. Il a même entériné le principe de pourparlers dans l'accord de cessez-le-feu qu'il a négocié entre les leaders russe et géorgiens en août 2008. Cependant, cet accent sur le dialogue n'était pas acquis d'avance pour définir la politique de l'Union européenne. Dans un premier temps, le leader britannique Gordon Brown et ceux de l'Europe de l'Est y ont préféré des sanctions politiques et économiques. Chez certains pays de l'Est—dont la Pologne et la Lituanie—le souvenir de la domination soviétique reste trop vif. Ils ne veulent pas accepter une poursuite de la coopération tant que les troupes russes resteront sur sol géorgien. Sur fond de discorde, le président français tache d'avancer le dialogue et la coopération avec la Russie au sein de l'Union européenne. Pour Bernard Kouchner, le ministre des Affaires étrangères français, l'interdépendance commerciale, la dépendance énergétique européenne et la proximité géographique font en sorte que l'Europe ne peut « pas faire autrement que d'entretenir un dialogue et un partenariat » avec la Russie (UE Russie, SOMMET de NICE). De surcroît, Nicolas Sarkozy a organisé un premier sommet russo-européen à Nice le 4 novembre 2008. Il a réuni des leaders européens et russes, et des représentants des deux provinces séparatistes afin de relancer les négociations autour d'un partenariat privilégié entre la Russie et l'Europe. Selon Bernard Kouchner, l'important de ce partenariat n'a rien de changé à cause du conflit en Géorgie ; le conflit aura ralenti la poursuite du partenariat, mais il ne l'a pas suspendue. Un deuxième sommet a eu lieu le 18 novembre à Genève en Suisse. Cette fois aussi le dialogue était le mot d'ordre, et à l'occasion Nicolas Sarkozy a condamné les multiples incidents violents en Géorgie, qui ont résulté dans la mort de plusieurs civils. Compte tenu de ces sommets et de ses déclarations, la stratégie qu'a adoptée Nicolas Sarkozy met un grand accent sur le dialogue.

La rupture du dialogue entre les Etats-Unis et la Russie en raison de l'écartement de l'OTAN des négociations en Europe et la tension autour du bouclier antimissile américain donne au président Sarkozy l'occasion de prendre le relai pour servir de médiateur entre les anciens ennemis idéologiques. Dans ce rôle il a également privilégié le dialogue, ayant fortement critiqué l'attitude belliqueuse du président Bush : celui-ci aurait déconseillé au président Sarkozy de se rendre en Russie et en Géorgie pour négocier, et il a préféré envoyé des bâtiments de guerre à la mer Noire pendant le conflit, soi-disant pour transporter de l'aide humanitaire. Le président français affirme d'ailleurs que sa stratégie à lui a été la plus efficace. Après tout, c'est le président français qui a obtenu la signature de l'accord de cessez-le-feu en août, alors que la réaction américaine n'a fait qu'à attiser les tensions. Nicolas Sarkozy met en pratique ce rôle émergent de médiateur de manière concrète dans les sommets entre l'Europe et la Russie. Pour commencer, citons le sommet de Nice, où il a demandé et au président Medvedev de ne pas déployer ses missiles à Kaliningrad et au président américain de faire preuve de compréhension pour apaiser la dispute sur le bouclier antimissile. Au cours du même sommet, il a proposé la reprise

des négociations sur le Pacte de sécurité paneuropéen mi-2009 dans l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il ne veut pas que le conflit en Géorgie mette fin aux négociations. Alors, dans tous les rapports entre l'Europe, la Russie et même les Etats-Unis, Nicolas Sarkozy agit de telle manière à promouvoir la place du dialogue dans la résolution des conflits.

Le conflit en Géorgie a mis la France dans une situation délicate pour des raisons stratégiques aussi bien qu'idéologiques. L'occupation russe de la Géorgie menace une démocratie pro-occidentale de dissolution, mais des considérations pratiques sont à prendre en compte pour finaliser une réaction française. L'occupation russe augmente la dépendance européenne par rapport à l'énergie russe. Alors, à court terme l'Europe a intérêt à coopérer avec la Russie pour que celle-ci ne soit pas tentée de recourir à l'arme énergétique. Néanmoins, à long terme il est clair que l'Europe doit établir son indépendance énergétique, comme elle s'efforce de le faire en ce moment par le biais de négociations avec des pays d'Afrique subsaharienne. La France a déjà entamé des négociations avec l'Union de la Méditerranée dans l'espoir, entre autres objectifs, de lancer un projet d'oléoduc pour apporter du pétrole nigérien à travers le Sahara au bord de Méditerranée. La crise économique tend à renforcer la main de la France dans ce jeu en diminuant les revenus que la Russie tire de ses exportations, et l'interdépendance économique va dans ce même sens. La balance du pouvoir exige que la France agisse afin de maintenir son influence régionale et pour réinitier le rapprochement géorgien. Toutefois, la Russie se sent menacée d'encerclement, et sa réaction sera implacable. Celle de la France à l'occupation russe ne doit surtout pas être trop monolithique. La situation est compliquée, et la France doit prendre en compte ses multiples aspects, dont l'énergie, l'économie et la balance du pouvoir.

Jusqu'à présent, la réaction française—basée sur le dialogue et la tenue de pourparlers—a été bien adaptée aux différents aspects de la crise. En ce qui concerne l'énergie, les négociations sont la tactique la plus sûre, car l'Europe dépend toujours trop de l'énergie russe pour se permettre d'éveiller son hostilité. Apaiser les tensions doit être le mot d'ordre. Lors des négociations, l'interdépendance économique permettra à l'Europe d'influencer la position russe, ce qui fait qu'elle est capable de sortir des négociations en position favorable. Enfin, les négociations sont également essentielles pour l'Europe quant à la balance du pouvoir. Pour la sécurité future de l'Union européenne, il est nécessaire de signer un nouveau Pacte de sécurité paneuropéen avec la Russie et d'apaiser les tensions. Ayant passé en revue la situation, nous avons vu l'influence importante de l'action du président Sarkozy dans son double rôle de président français et européen. Les enjeux sont majeurs et la situation des plus compliquées. Ce qui sort de cette analyse, c'est la certitude que l'accent mis sur le dialogue adopté par le président français est la meilleure tactique pour les intérêts français et européens. En négociant, il a pourquoi espérer pouvoir résoudre le conflit en Géorgie tout en sauvegardant la sécurité, ses valeurs et la prospérité pour l'Europe et pour la France.

Works Cited:

Avril, Pierre. « L'Europe doit continuer à s'engager ». Le Figaro. le 2 septembre 2008.

Guetta, Bernard. « Ce qui a changé en août 2008 ». La Libération. le 3 septembre 2008.

Hognung, Thomas ; Millot, Lorraine ; et Semo, Marc. « UE-Russie, dépendances réciproques ». La Libération. le 1 septembre 2008.

Tabard, Guillaume. « La France occupe une position cruciale pour la paix ». Le Figaro. le 26 août 2008.

Caucase, Kosovo : le faux parallèle, par Daniel Vernet. le 5 septembre 2008. le Monde. le 6 septembre 2008
<<http://www.lemonde.fr/opinions/article/2008/09/05/caucase-kosovo-le-faux...>>

EU Leaders to Discuss Georgia Crisis. CNN. le 31 août 2008
<<http://www.cnn.com/2008/WORLD/europe/08/31/eu.summit.russia.ap/index.htm...>>

EU Suspends Talks on Russia Pact. BBC. le 1er septembre 2008
<<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7592541.stm>>.

Georgia-NATO relations. Wikipédia. le 6 septembre 2008
<http://en.wikipedia.org/wiki/Georgia_and_NATO>.

Kosovo Thanks You. le 21 août 2008. le 6 septembre 2008
<<http://www.kosovothanksyou.com/>>.

La France et le Kosovo. le 7 mars 2008. France Diplomatie. le 6 septembre 2008
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/kosovo_650/france-ko...>

La révolution des Roses, un an après. Entretien avec Thornike Gordadze. le 22 novembre 2004. Caucaz, EuropeNews. le 6 septembre 2008
<http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=112>.

M. Sarkozy à Moscou pour négocier l'envoi d'observateurs en Géorgie. Le Monde. le 8 septembre 2008
<<http://www.lemonde.fr/europe/article/2008/09/08/sarkzoy-a-moscou-pour-ne...>>

Moscou accepte une mission de l'UE aux compétences limitées. Le Monde. le 9 septembre 2008 <<http://www.lemonde.fr/europe/article/2008/09/08/la-russie-s-oppose-au-de...>>

UE Russie, SOMMET de NICE. le 25 novembre 2008. Nice Rendez-Vous. le 19 novembre 2008 <<http://www.nicerendezvous.com/FR/UE-RUSSIE-SOMMET-DE-NICE-CHRISTIAN-ESTR...>>

© 2016 Kennesaw State University. All Rights Reserved.